

VARIA TURCICA
XIX

MÉLANGES
OFFERTS À LOUIS BAZIN

par ses disciples, collègues et amis

édités par Jean-Louis BACQUÉ-GRAMMONT et Remy DOR
avec le concours de Frédéric HITZEL et Aksel TIBET

et publiés par
l'Institut Français d'Études Anatoliennes d'Istanbul

L'HARMATTAN
PARIS
1992

Esther BENBASSA

LES "JEUNES-TURCS" ET LES JUIFS (1908-1914)

Le 23-24 juillet 1908, les "Jeunes-Turcs" accédaient au pouvoir par une révolution pacifique et rétablissaient la Constitution de 1876¹. Cette révolution n'allait pas rester non plus sans effets sur les populations non-musulmanes de l'Empire ottoman, notamment les Juifs.

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION

Dès les premiers jours, la presse juive de l'Empire saluait l'événement avec emphase. Celui-ci était qualifié de "spectacle miraculeux" et de "phénomène prodigieux"². Le triptyque "liberté-égalité-fraternité" remplissait les colonnes du journal des progressistes juifs *El Tiempo*, alors que le slogan du Comité Union et Progrès (un des partis "jeunes-turcs") était "liberté-égalité-justice"³. Le journal en question faisait ainsi un net rapprochement entre la révolution "jeune-turque" et la Révolution française.

La révolution, qui avait débuté comme une conspiration militaire, avait rapidement pris, à

Istanbul et à Salonique (d'où elle était partie), l'allure d'une fête nationale. La presse juive soulignait la participation des Juifs à ces manifestations d'enthousiasme qui paraissaient consacrer la fraternité entre toutes les confessions⁴.

C'est avec un certain retard que le mouvement s'étendit aux provinces : les Juifs s'y joignirent également⁵. À Jaffa et à Jérusalem, ils organisèrent des festivités avec neuf jours de retard, la révolution ayant coïncidé avec le deuil du 9 Av⁶. Une pratique religieuse plus stricte n'avait donc pas empêché les Juifs de Terre sainte d'exprimer leur solidarité avec le nouveau régime.

L'agitation gagnait tous les niveaux de la communauté, les associations, les clubs, les corporations. La population n'hésitait pas à manifester son enthousiasme sur la place publique⁷. On craignit même des débordements : la presse juive appelait au calme et à la prudence⁸. Ces manifestations s'accompagnaient en outre de revendications, aussi bien communautaires que

1) Sur la révolution "jeune-turque", voir Victor Bérard, *La révolution turque*, Paris, A. Colin, 1909 ; N. Nicolaïdès, *L'Empire ottoman. Une année de Constitution, 11/24 juillet 1908-11/24 juillet 1909*, Bruxelles, Th. Dewarichet, 1909 ; Yousof Fehmi, *La révolution ottomane (1908-1910)*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1911 ; René Pinon, *L'Europe et la Jeune Turquie. Les aspects nouveaux de la question d'Orient*, 3^e éd., Paris, Perrin, 1913 ; E. E. Ramsaur, *The Young Turks. Prelude to the Revolution of 1908*, Princeton/New Jersey, Princeton University Press, 1957 ; Feroz Ahmad, *The Young Turks. The Committee of Union and Progress in Turkish Politics, 1908-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1969.

2) *El Tiempo*, Istanbul, 27 juillet 1908.

3) *Ibid.*

4) *Archives de l'Alliance israélite universelle* (abrégé en AAIU), Turquie II. C. 8, M. Fresco à Paris, 28 juillet 1908 ; David Farhi, "Yehude Saloniki be-mahapekhat "ha-Turkim ha-ze'irim" [Les Juifs de Salonique pendant la révolution "jeune-turque"]", *Se-funot*, 15, 1971-1981, p. 139 ; Feroz Ahmad, "Unionist Relations with the Greek, Armenian and Jewish Communities of the Ottoman Empire, 1908-1914", in Benjamin Braude & Bernard Lewis (eds.), *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New York-Londres, Holmes & Meier, 1982, I, pp. 401-403.

5) AAIU, Turquie XIX. E., L. Sémach à Paris, 29 juillet 1908.

6) *Ha-Olam* (Cologne/Vilna/Odessa), 4 septembre 1908. Les neuf premiers jours du mois d'Av constituent, dans le calendrier religieux juif, une période de deuil commémorant la destruction du Temple de Jérusalem, et s'achevant par un jeûne de vingt-cinq heures.

7) Joseph Nehama, *Histoire des Israélites de Salonique*, réimp., Thessalonique. Communauté Israélite de Thessalonique, 1978, t. 7, pp. 757-758.

8) *El Tiempo*, 31 juillet 1908.

professionnelles⁹, et en cela, la communauté juive ne se distinguait pas des autres populations de l'Empire.

Ainsi, la conjoncture aidant, les Juifs ottomans se transformèrent, de "spectateurs", en "citoyens" agissants. Jusqu'alors, les interventions de Juifs auprès de la Porte n'étaient le fait que d'un nombre limité de personnalités, banquiers, médecins, négociants, dont le pouvoir, encore qu'il pût profiter à la communauté dans son ensemble, restait individuel. Cette fois, à côté du rôle (souvent exagéré par la suite)¹⁰ d'un certain nombre de Juifs dans les activités clandestines du Comité avant la révolution, que ce fût dans l'Empire ou en exil, on pouvait constater, après le changement de régime, un apparent mouvement d'adhésion populaire. Les noyaux progressistes juifs et une partie de la presse en furent vraisemblablement les instigateurs.

Cette mobilisation juive avait, en partie, été le fruit de l'œuvre d'instruction, d'éducation et de modernisation entreprise par les écoles de l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance)¹¹. Ces dernières aidèrent à rendre certaines couches de la population juive attentives à ce qui se passait à l'extérieur de la communauté. D'autre part, sur quatre députés juifs élus à la Chambre en 1908, deux, selon l'Alliance, étaient de ses anciens élèves¹². Certains "Jeunes-Turcs" de la première heure, tels Rıza Tevfik et Talât Bey, étaient eux-mêmes passés par ces écoles, le premier comme élève, le second comme enseignant¹³. L'Alliance ne manquait pas de mettre en avant le rôle qu'elle avait joué dans la formation d'une jeunesse initiée par elle à la "reconnaissance" et au "dévouement" pour la Turquie :

L'œuvre d'éducation que l'A.I.U. [Alliance] a fondée en Turquie et qui, depuis quarante ans, répand libéralement l'instruction dans

les masses juives, a préparé les israélites à prendre part à la nouvelle organisation du pays¹⁴.

L'originalité de la démarche alors adoptée par les progressistes juifs tenait à ce que leur volonté de réformes ne se limitait pas au cadre étroit de leur communauté. Ils souhaitaient désormais participer activement à la vie politique et économique du pays :

Une ère nouvelle semble s'ouvrir pour les Juifs de Turquie. Ils tiennent leurs destinées dans leurs mains et, s'ils s'émancipent, une période de prospérité viendra pour eux¹⁵.

Une telle attitude était inscrite dans les principes véhiculés par le réseau scolaire de l'Alliance. En effet, les idées de modernisation, de progrès, de liberté, d'ouverture à l'Occident furent avant tout l'apanage d'une minorité aisée. Les couches défavorisées ne furent pas vraiment touchées par l'idéologie de l'émancipation. Ce sont d'ailleurs elles que visera le mouvement sioniste dans les années qui suivront.

L'émancipation des Juifs dans la société ottomane passait aussi par l'apprentissage de la langue turque. Moins d'un mois après la révolution, à l'initiative d'un enseignant local de l'Alliance, était fondée l'association *Lisan-i Osmanî Cemiyeti*¹⁶. Son but consistait à faire enseigner le turc dans toutes les écoles juives de la capitale. On commençait également à s'organiser dans les provinces. Avec l'avènement du nouveau régime, les Juifs se devaient de devenir plus Ottomans et de renforcer leurs sentiments de fraternité avec l'élément turc¹⁷. Et pour cela, il se révélait urgent d'apprendre la langue turque.

Avec le changement de régime, l'Alliance devenait, en quelque sorte, l'"inspiratrice" d'une tendance progressiste juive, qui allait s'atteler tout d'abord à une réforme de ses propres institutions communautaires. La révolution allait

9) *Ibid.* ; Nehama, *Histoire...*

10) Elie Kedourie, "Young Turks, Freemasons and Jews", *Middle Eastern Studies*, 7/1, janvier 1971, pp. 89-104.

11) Organisation fondée à Paris en 1860 pour l'émancipation des Juifs et leur "relèvement moral et matériel". Entre 1862 et 1914, elle institua, dans le bassin méditerranéen, un important réseau scolaire (pour garçons et filles) auquel s'ajoutaient des œuvres d'apprentissage et des écoles agricoles.

12) Narcisse Leven, *Cinquante ans d'histoire. L'Alliance israélite universelle (1860-1910)*, Paris, Alcan et Guillaumin, 1911-1920, t. 1, p. 396.

13) *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, Paris, 34, 1909, p. 93 ; Tevfik Çavdar, *Talât Paşa. Bir Örgüt Ustasının Yaşam Öyküsü* (Talât pacha. La biographie d'un maître de l'organisation), Ankara, Dost Kitabevi Yayınları, 1984, pp. 30-33.

14) *Bulletin de l'Alliance israélite universelle*, 33, 7-8, juillet-août 1908, p. 67.

15) *Univers israélite*, 49, Paris, 21 août 1908, pp. 713-714.

16) *El Tiempo*, 19 août 1908.

17) *Idem*, 14 septembre 1908 (traduction d'un article de Moïse Cohen, alias Tekin Alp, paru dans le *Progrès de Salonique*).

ainsi indirectement insuffler un dynamisme jusqu'alors étouffé tant par régime hamidien, que par l'attitude du rabbinat lui-même. La base dont ces réformateurs avaient besoin était prête: elle sortait essentiellement des écoles de l'Alliance. Ce n'était pourtant là qu'une base de "semi-modernes"¹⁸, relativement malléable et susceptible de revirements.

D'autre part, l'Alliance n'était pas, pour le moment, suspecte aux autorités nouvelles du pays, lesquelles reconnaissaient les mérites de son œuvre. En témoigne la visite, le 28 septembre 1908, d'une délégation de la Société auprès du nouvel ambassadeur de l'Empire à Paris, Nahum pacha. Ce dernier exprimait ses remerciements à l'Alliance, pour les services qu'elle avait rendus à la Turquie en diffusant l'instruction et les idées de progrès dans le pays¹⁹. L'ambassadeur ajoutait que, grâce à elle, les Juifs pouvaient maintenant participer au mouvement de "régénération" qui avait suscité tant d'enthousiasme dans l'Empire. Narcisse Leven, président de l'Alliance, abondait dans le même sens en déclarant que "dans toutes les écoles de [la Société], les enfants avaient appris à aimer leur pays et à le servir fidèlement : appelés maintenant à la vie publique, ils sauraient comment remplir leurs devoirs de citoyens"²⁰.

Les Juifs, grâce à l'action de quelques membres actifs du mouvement "jeune-turc", sortaient de l'anonymat. Même à Paris, à la tête de la délégation qui manifesta devant le ministère de l'Intérieur, à l'occasion de la révolution, s'était trouvé un Juif ottoman originaire de Bagdad : Salih Gourджи. Cette délégation, reçue par

Georges Clemenceau, avait eu les honneurs de la presse dans la capitale ottomane²¹.

Ainsi se dégage l'image d'une communauté juive active au lendemain de la révolution "jeune-turque", même si cette activité, une fois l'euphorie des premiers jours passée, se limita essentiellement, en fait, à l'élite de la population et à un certain nombre d'individus engagés de longue date dans les rangs du Comité Union et Progrès.

LES VELLÉTÉS DE RÉFORMES COMMUNAUTAIRES

L'instauration du nouveau régime offrait désormais aux réformateurs juifs une liberté d'action accrue et légitimait leurs initiatives²². Ces notables juifs n'étaient progressistes que par rapport à ceux qui détenaient les rênes des institutions communautaires.

Le 29 juillet 1908, cinq jours après la révolution, *El Tiempo* évoquait la situation précaire du grand rabbinat²³. De son point de vue, la communauté juive, comptant environ 350.000 âmes, était dépourvue d'un dirigeant à la hauteur de la nouvelle conjoncture²⁴. L'administration de la communauté était jugée décadente, sans contrôle, mal conseillée. De surcroît, le *kaymakam* (*locum tenens* du grand rabbin) Moché Halévi s'était compromis avec l'ancien régime.

Tandis que les "Jeunes-Turcs" se posaient la question : "*Bu devlet nasıl kurtarilabilir ?*" ("Comment cet État peut-il être sauvé ?")²⁵, le directeur du journal *El Tiempo* s'interrogeait sur

18) *Jewish World*, Londres, 1^{er} avril 1910.

19) *Idem*, 9 oct. 1908.

20) *Ibid.*

21) *Le Moniteur oriental*, Istanbul, 11 août 1908.

22) Sur les vicissitudes de la communauté juive ottomane entre 1908 et 1920, voir Esther Benbassa, *Haim Nahum Efendi, dernier Grand Rabbin de l'Empire ottoman (1908-1920), son rôle politique et diplomatique*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris III, 1987, 2 tomes (dactyl.). La direction de cette thèse a été assumée par Monsieur Louis Bazin.

23) *El Tiempo*, 29 juillet 1908.

24) *Ibid.* Le journal estimait la population juive d'Istanbul à 75.000 personnes. Le recensement ottoman de 1906-07 avançait, pour l'ensemble de la population juive de l'Empire, des chiffres variant entre 256.003 et 253.435, selon les sources consultées : Stanford Shaw, "The Ottoman Census System and Population", *International Journal of Middle Eastern Studies*, 9, 1978, p. 337 ; Kemal H. Karpat, *Ottoman Population 1830-1914. Demographic and Social Characteristics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1985, p. 169. Selon les statistiques effectuées par les directeurs d'écoles de l'Alliance, en poste dans l'Empire, en 1908 la population juive comptait 439.000 âmes, dont 65.000 à Istanbul, dont 70.000 à Istanbul, 90.000 à Salonique, 60.000 à Jérusalem et 40.000 à Izmir (*Univers israélite*, 22, 12 février 1909, p. 697). L'écart très net constaté entre les chiffres officiels et ceux avancés par l'Alliance tient vraisemblablement au fait que les recensements ottomans n'incluaient pas les Juifs de nationalité étrangère.

25) Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, rééd., Londres-Oxford-New York, Oxford University Press, 1979, p. 212.

l'avenir du judaïsme ottoman en des termes similaires.

Avant toute chose, il fallait que la communauté juive appliquât sa propre "Constitution"²⁶ de manière à se gérer plus démocratiquement. Le moment était venu de mettre fin à trente-cinq ans de despotisme communautaire²⁷. Ainsi, les objectifs du *Comité Union et Progrès* et ceux de la communauté juive convergeaient. Le projet initial du *Comité* n'avait-il pas été aussi de rétablir la Constitution de 1876, de sauver le pays et de transformer l'Empire en un État moderne et centralisé ?

Pour ce faire, les réformistes décidèrent en premier lieu de remettre en état de fonctionner normalement les différents conseils (général, spirituel et laïque) qui, en principe, secondaient dans sa tâche le chef suprême de la communauté juive de l'Empire²⁸.

Au même moment, les bouchers de la capitale, exploitant la situation et soutenus par les conservateurs en voie de perdre leur suprématie, commençaient à refuser de payer la gabelle sur la viande, principale ressource du grand rabbinat. Action qui risquait de compromettre à terme toute tentative de rénovation, véritable "travail de sape"²⁹.

Au lendemain de la révolution, ces mêmes réformateurs avaient hésité à destituer le *locum tenens*, en attendant que la situation, tant dans le pays que dans la communauté, se stabilise. Mais, progressivement, profitant de la conjoncture qui leur était favorable, ils voulurent se débarrasser au plus tôt de cet important bastion de résistance aux réformes, et surtout à la nouvelle garde qui s'appropriait à prendre les rênes du pouvoir dans les conseils. Par l'entremise de David

Fresco, directeur du journal *El Tiempo*, la commission des quatre, qui gérait provisoirement les affaires du grand rabbinat, convoquait d'urgence à Istanbul Haim Nahum, alors à Paris, de retour d'une mission en Abyssinie, pour le compte de l'Alliance, sur les Juifs éthiopiens (*Falachas*)³⁰. Celui-ci convenait aux exigences des futurs maîtres de la communauté et, de surcroît, il était bien vu auprès des nouveaux dirigeants du pays. Pendant ses années de service comme enseignant au compte de l'Alliance à Istanbul, il s'était gagné cette élite progressiste qui se trouvait jusque-là plutôt à la périphérie du pouvoir.

Dans la composition des membres des divers conseils qui devaient procéder à l'élection du nouveau *locum tenens*, et ensuite diriger la communauté, on donnait la préférence aux forces nouvelles, dynamiques, en âge d'œuvrer efficacement pour le bien de la communauté :

Dans la nouvelle ère qui s'ouvre pour toutes les populations de l'Empire, nous devons avoir une attitude digne, donner les preuves de vertus civiques, montrer que nous sommes une branche fraîche de l'arbre formant la nation ottomane³¹.

La remise en route des différentes instances communautaires, qui se faisait par étapes, était présentée comme une action "patriotique", puisque "dans un pays indépendant, dans un régime constitutionnel, il ne doit rien y avoir qui ne soit légitime"³².

Désormais, le pouvoir se trouvait entre les mains des laïcs liés à l'Alliance. Une fois la démission du *locum tenens* précédent obtenue³³ et les différents conseils ayant été complétés, Haim Nahum fut élu le 16 août *locum tenens* avec la bénédiction des "Jeunes-Turcs"³⁴.

26) Il s'agit du statut organique de la communauté (*hahamhane nizamnamesi* ou *nizamati*) : *La konstitusion para la nasyon israelita de Turkia* (Constitution pour la nation israélite de Turquie). [Istanbul], estamperia del Jurnal Israelit. 5625/1865.

27) Le *kaymakam* en place avait été élu en 1873.

28) Conseil général (*meclis-i unumi*) composé de soixante membres laïques, élus en principe par les Juifs d'Istanbul et de ses faubourgs, et de vingt membres religieux choisis au sein du corps rabbinique par ces mêmes membres laïques. Ces quatre-vingts personnes devaient à leur tour élire le conseil spirituel (*meclis-i ruhani*) composé de sept membres choisis parmi les vingt membres religieux du conseil général. Celui-ci élisait également parmi ses membres laïques ceux qui devaient composer le conseil laïque (*meclis-i cismani*).

29) *El Tiempo*, 31 juillet 1908.

30) *AAIU*, Turquie, XXX. E., H. Nahum à Paris, 8 septembre 1908. La comptabilité de sa mission en Abyssinie, établie par H. Nahum et transmise au Comité central de l'Alliance en 1913, fait état du paiement d'un billet Paris-Istanbul en train express. Cette dernière dépense est ainsi justifiée en note : "Par suite de deux dépêches urgentes envoyées de Constantinople de rentrer par l'Express, à cause de la révolution du 23 juillet" (*AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à Paris, 18 mars 1913).

31) *El Tiempo*, 7 août 1908.

32) *Ibid.*

33) *Idem*, 12 août 1908 ; *Le Moniteur oriental*, 14 août 1908.

34) *El Tiempo*, 17 août 1908. Dans l'état actuel de nos recherches, il ne nous est pas possible d'évaluer à sa juste mesure le rôle joué par les "Jeunes-Turcs" dans la nomination de Haim Nahum. L'on sait néanmoins que, lors de son séjour à Paris vers la

Cette élection fut accueillie avec enthousiasme par une grande partie de la population. La tâche première du *locum tenens* nouvellement élu consistait à réunir le conseil général au complet, à savoir les quatre-vingt représentants de la communauté d'Istanbul et les quarante délégués des provinces, de façon à procéder à l'élection d'un *hahambaşı* (grand rabbin en titre).

En attendant, l'avantage acquis par les progressistes avec l'élection de H. Nahum au poste de *locum tenens* restait bien précaire. En réalité, cette précarité allait marquer toute la carrière de H. Nahum, même après son élection au poste de grand rabbin en janvier 1909, après maintes péripéties, et jusqu'à sa démission en 1920³⁵.

De fait, l'opposition ancienne entre réformistes et conservateurs ne pouvait disparaître comme par enchantement. Le camp réformateur, qui se constitua désormais en oligarchie dirigeante, eut à faire face à une opposition virulente qui sut se trouver de nouveaux alliés, notamment les sionistes, encore qu'il se soit agi plus d'alliances tactiques que d'une véritable communauté d'intérêts. Ces nouveaux groupes d'opinion qui entrèrent sur la scène politique de la communauté juive, au lendemain de la révolution "jeune-turque", que ce soient les sionistes, le *Hilfsverein der Deutschen Juden*³⁶ ou le *B'nai Brith*³⁷ (à partir de 1911), élaborèrent leur stratégie en exploitant les données d'un contentieux préexistant entre conservateurs et progressistes qui remontait au XIX^e siècle. Une fois au pouvoir, les réformateurs agirent à leur tour comme leurs prédécesseurs conservateurs. Ils avaient profité de la conjoncture pour s'emparer du pouvoir, en fait, par une sorte de "coup d'État" pacifique. Leurs projets n'avaient rien de révolutionnaire. Ceux qui désormais les combattaient ne l'étaient pas plus. Dans l'espace politique étroit qui restait au non-musulman, celui de sa communauté, les rivalités étaient d'autant plus exacerbées qu'il n'y avait pas de place pour tout le monde, et qu'à l'extérieur de

la communauté, il n'était pas possible de satisfaire ses ambitions politiques. Une histoire de pouvoir se déployant sur l'échiquier politique de la communauté. Les groupes d'opinion importés de l'étranger exploitèrent à leur tour ces données afin d'asseoir leur propre hégémonie dans la communauté même, en se servant des partenaires locaux, désireux eux aussi de s'emparer du pouvoir.

Les grands rabbinate de province connurent également des bouleversements. Les éléments progressistes demandaient la destitution des grands rabbins de leurs communautés. Ils comptaient arriver au pouvoir avec les nouveaux candidats appartenant à leur camp. Les provinces de Damas, de Saïda et de Jérusalem furent les premières à revendiquer des changements. D'autres allaient rejoindre le mouvement.

Ainsi, la révolution "jeune-turque" n'avait fait qu'aggraver le désordre des communautés juives. Désormais, elles n'étaient même plus gouvernables. L'échiquier communautaire devint l'arène de luttes incessantes entre groupes d'opinion. En particulier, celui d'Istanbul fut davantage touché du fait qu'il était le siège de l'autorité suprême du judaïsme ottoman.

Dans cette instabilité politique, Haim Nahum qui démissionna à plusieurs reprises, puisait son pouvoir à l'extérieur de la communauté, au sein du gouvernement, parmi ses amis dirigeants tels que Talât pacha, Ahmed Rıza et d'autres. Garant de la loyauté de la communauté juive en cette période d'effervescence nationaliste, il bénéficiait du soutien des autorités qui avaient intérêt à ce qu'il reste à la tête d'une communauté qui était elle-même traversée par le nationalisme.

LES RELATIONS ENTRE LE COMITÉ UNION ET PROGRÈS ET LES JUIFS

Jusqu'à la première guerre mondiale, les dirigeants communautaires juifs, et même certains

fin du XIX^e siècle, celui-ci fréquenta certains "Jeunes-Turcs" en exil, qui, par la suite accédèrent au pouvoir. Ces relations personnelles ont dû favoriser sa nomination. Jacob M. Landau est, lui, plus affirmatif quant au rôle joué par les nouveaux dirigeants dans cette nomination "The Young Turks and Zionism : Some Comments", in Victor D. Sanua (ed.), *Studies in Honor of Raphael Patai*, Rutherford, M. J., Farleigh Dickinson, 1983, p. 203. L'élection fut ratifiée par le gouvernement impérial le 20 août 1908 : *El Tiempo*, 24 août 1908.

35) Sur Haim Nahum, voir Esther Benbassa, *Un grand rabbin sépharade en politique*, Paris, Presses du C.N.R.S., 1990.

36) Organisation juive allemande fondée en 1901, pour l'amélioration des conditions sociales et politiques des Juifs d'Europe de l'Est et d'Orient, qui développa dans l'Empire ottoman un petit réseau scolaire, rival de celui l'Alliance. Cette organisation fut, dans l'Empire et dans les Balkans, un instrument de la pénétration de la langue et de la culture allemandes.

37) Organisation juive structurée sur le modèle des ordres maçonniques en Loges et Chapitres, fondée aux États-Unis par des Juifs allemands en 1843.

de leurs adversaires, militants sionistes, se rangèrent généralement du côté du Comité Union et Progrès lors des élections. Le peu de faveur dont l'Union Libérale (*Osmanlı Ahrar Fırkası*, 1908-1909) jouissait auprès des Juifs résultait sans doute autant de l'attitude d'une opposition constituée d'éléments arméniens, grecs et arabes, que du "philosémitisme" du Comité³⁸. Les relations parfois tendues entre les ressortissants des différentes minorités et la question de Palestine, génératrice d'un antagonisme judéo-arabe, pourraient rendre compte de la préférence de la communauté juive.

L'Union Libérale soutint, avec l'ambassade de Grande-Bretagne, la contre-révolution du 13 avril 1909³⁹. En revanche, un certain nombre de Juifs (évalué à sept cents) s'enrôlèrent dans l'*Armée de Libération* expédiée dans la capitale afin de juguler la réaction⁴⁰ et de consolider le pouvoir du Comité Union et Progrès. Cette participation fut, par la suite, présentée par la presse juive comme un témoignage du patriotisme juif et de sa fidélité au Comité. La déclaration faite au grand rabbin Haim Nahum par Ahmed Rıza, président de la chambre des députés, vint s'ajouter à ces commentaires :

Il est vrai que vos coreligionnaires ont été les amis de la première heure des jeunes-turcs et qu'ils ont témoigné leur attachement à la cause de la liberté au moment où l'existence du parti était le plus menacé⁴¹.

Les visites au grand rabbin du général Mahmud Şevket pacha, commandant de l'*Armée de Libération*, ainsi que d'autres dignitaires ottomans, en guise d'hommage à la bravoure des Juifs⁴², la participation d'Emmanuel Carasso, membre du Comité Union et Progrès et député juif de Salonique, à la déposition du sultan Abdülhamid II, au lendemain de la contre-révolution, le discours patriotique et favorable au

Comité du député juif d'Izmir Nissim Mazliah, à la Chambre⁴³, eurent de même des échos dans la presse. Quant à elle, la presse juive étrangère y voyait un signe supplémentaire de l'intégration des Juifs de l'Empire.

Le soutien manifesté par le judaïsme ottoman au Comité Union et Progrès obéissait sans doute à une communauté d'intérêts, y compris économiques, mais il ne fut pas pour autant inconditionnel⁴⁴. À partir de 1910, avec la montée de l'opposition, le Comité durcit ses positions à l'égard des nationalismes non turcs⁴⁵. Le sionisme en faisait partie. Et aux élections municipales partielles de Salonique, en mars 1910, les Juifs et les *Dönme* (Sabbatéens convertis à l'Islam au XVII^e siècle) avaient fait bloc pour battre les candidats du Comité⁴⁶. En juin de la même année, le maire de Salonique, Joseph Naor, dut se démettre de ses fonctions et laisser la place à un candidat musulman. La nouvelle tournure prise par les relations des Juifs et des *Dönme* avec le Comité Union et Progrès dans une ville comme Salonique qui était, jusque-là, acquise à ce dernier, fit craindre une perte d'influence politique aux Unionistes.

À notre connaissance, l'attitude de la communauté juive vis-à-vis du Comité Union et Progrès a jusqu'ici été présentée de deux façons différentes. David Farhi, dans *Yehude Saloniki be-mahapekhat ha-Turkim ha-ze'irim*, avance la thèse d'un soutien modéré des Juifs et des *Dönme* de Salonique au Comité. Pour sa part, Feroz Ahmad, dans *Unionist Relations with the Greek, Armenian, and Jewish Communities of the Ottoman Empire, 1908-1914*, fait état d'un soutien inconditionnel du judaïsme ottoman dans son ensemble⁴⁷.

Au vu des documents, il apparaît que le soutien fut massif aux élections législatives de 1908. Par la suite, avec le développement des luttes

38) Sur l'attitude de la communauté juive vis-à-vis de ce parti. voir, entre autres, *Ha-Olam*, 2 avril 1909. Feroz Ahmad évoque également les relations des Grecs et des Arméniens avec l'Union Libérale ("Unionist relations...", *op. cit.*, p. 409).

39) Tarık Zafer Tunaya, *Türkiye'de Siyasal Partiler* (Les partis politiques en Turquie), 2^e éd. rev. et aug., Istanbul, Hürriyet Vakfı Yayınları, s.d., vol. 1, pp. 148-149.

40) *Jewish World*, 23 avril 1909 ; *Archives israélites*, 22, 3 juin 1909, p. 172.

41) *Archives israélites*, *loc. cit.*

42) *Ibid* ; *Univers israélite*, 40, 18 juin 1909, pp. 441-442 ; *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à J. Bigart, 17 mai 1909. Mahmud Şevket pacha n'appartenait pas au Comité Union et Progrès, mais après que la contre-révolution ait été jugulée, il devint l'une des personnalités les plus puissantes de l'Empire.

43) *Jewish World*, *loc. cit.*

44) David Farhi, *Yehude Saloniki...*, p. 150.

45) *Ibid.*

46) *Ibid.*

47) Pp. 425-427, *passim*.

entre les différents groupes d'opinion juifs, les avis furent davantage partagés.

Cette situation devint plus nette, surtout à Salonique, lors des élections de 1912. Le journal *El Avenir*, d'obédience sioniste, ne s'abstenait pas de critiquer la politique du Comité Union et Progrès, mais appelait à voter pour ce parti, celui de l'ordre, contre le parti d'opposition l'Entente Libérale (*Hürriyet ve İtilâf Fırkası*)⁴⁸.

Étant donné les enjeux communautaires que représentaient ces élections pour les différents groupes d'opinion juifs, on peut penser, tout au moins en ce qui concerne Salonique, que l'attitude vis-à-vis du Comité Union et Progrès évolua en fonction de la conjoncture dans le pays et dans la communauté, et en fonction de la ligne politique du Comité lui-même.

À Istanbul, le Comité Union et Progrès jouissait d'un soutien plus massif. Le fait que l'autorité centrale du judaïsme ottoman se trouvait dans la capitale, avec à sa tête, un grand rabbin lié au Comité, peut l'expliquer. En outre, la proximité de la Porte avait favorisé des pressions plus importantes. Déjà lors des élections de 1908, une relative complicité s'était instaurée entre le *locum tenens* nouvellement élu et le Comité Union et Progrès, en vue d'assurer la victoire des candidats juifs unionistes (le Comité n'avait alors pas à affronter un parti d'opposition). L'enthousiasme des premiers mois de la révolution ne fut pas étranger au consensus communautaire autour de ces candidats.

D'autre part, le Comité Union et Progrès avait l'habitude d'exercer des pressions autres que purement électorales. Lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, en octobre 1908, il avait demandé au grand rabbin de Salonique de persuader les dockers du port de participer au boycott des marchandises autrichiennes⁴⁹. Des pressions similaires se firent également sentir à Istanbul. Le Comité intervint de même, toujours à Salonique, aux

élections de 1912, pour éviter l'échec de ses candidats⁵⁰. Il n'est pas impossible que ce genre de pressions aient été exercées par l'intermédiaire du grand rabbin d'Istanbul.

Les élections de 1912, dénommées *sopah ve dayaklı seçim* (littéralement : "élections au bâton et aux coups") se déroulèrent sous le contrôle musclé du Comité⁵¹.

Alors qu'une quasi-unanimité en faveur du Comité s'exprimait dans les colonnes des journaux juifs d'Istanbul, toutes tendances confondues, dans d'autres grands centres juifs, le soutien était moins net. Et il conviendrait certainement de corriger l'image sans nuances que certains périodiques non liés à la communauté juive renvoyèrent de ce soutien⁵².

Le ralliement autour du Comité se fit plutôt contre l'Entente Libérale, tout au moins dans les milieux pro-sionistes⁵³. L'Entente Libérale reconnaissait ne pas compter de Juifs dans ses rangs⁵⁴. Cette déclaration du député de Gümülçine, İsmail Hakkı Bey, fut défavorablement interprétée par les journaux juifs, dont certains dénonçaient l'antisémitisme de l'Entente⁵⁵. Ce même député s'était déjà distingué par son intervention contre le sionisme, à la Chambre, en mars 1911, et avait ainsi contribué à alimenter la défiance des sionistes ou sympathisants, et à rallier les Juifs autour du Comité Union et Progrès.

Les sionistes admettaient que le programme du Comité Union et Progrès relatif à la condition des minorités paraissait plus restrictif que celui de l'Entente Libérale, qui promettait monts et merveilles⁵⁶. Les promesses de l'Entente Libérale leur semblaient néanmoins irréalisables et ses dirigeants ne leur inspiraient guère confiance.

Le journal *Teşkilât*, lié à l'Entente Libérale, stigmatisait cette attitude des milieux juifs. La complicité entre les Juifs, les sionistes et le Comité Union et Progrès, devenue un des thèmes de propagande de l'opposition, fut fréquemment

48) *El Avenir*, Salonique, 31 janvier 1912 ; 9 février 1912. L'Entente Libérale fut fondée le 21 novembre 1911 ; s'y trouvaient également des membres de l'Union Libérale dissoute après la contre-révolution du 13 avril 1909.

49) Farhi, *Yehude Saloniki...*, p. 144

50) *Idem*, pp. 150-151.

51) T. Z. Tunaya, *Türkiye'de Siyasal Partiler...* p. 6.

52) Par exemple le *Stamboul*, Istanbul, 29 janvier 1912.

53) *Jewish Chronicle*, Londres, 9 février 1912 ; *El Avenir*, 31 janvier 1912 ; *Ha-Po'el Ha-Zair*, Jaffa, 7 mars 1912 ; *Ha-Ħerut*, Jérusalem, 25 janvier 1912.

54) *Lloyd ottoman*, Istanbul, 28 janvier 1912.

55) *Jewish Chronicle*, loc. cit. ; *Ha-Po'el Ha-Zair*, loc. cit. ; *Ha-Ħerut*, loc. cit.

56) *El Avenir*, 31 janvier 1912 ; *Lloyd ottoman*, 28 janvier 1912.

évoquée pendant cette période électorale, tant pour expliquer la position des Juifs que pour attaquer les Unionistes. Ce scrutin fut favorable au Comité Union et Progrès.

Quatre mois plus tard, la Chambre était dissoute. L'action du cabinet de Kâmil pacha, formé pendant la guerre balkanique de 1912 et où siégeaient, en grand nombre, des membres de l'Entente Libérale, coïncida avec une importante campagne de presse antisémite⁵⁷. Le peu de confiance qu'avait accordée la communauté juive à ce parti pendant les élections de 1912 allait être ainsi légitimé par la pratique.

Dans certains centres juifs, le ralliement au Comité Union et Progrès pour les élections de 1912 se fit sur la base d'un programme, ou tout au moins d'un certain nombre de lignes directrices. Salonique connut une campagne électorale mouvementée⁵⁸. Il y fut formé un Comité électoral où siégeaient des représentants de divers groupes d'opinion et dont le but était de désigner le candidat juif. Un programme devait être démocratiquement élaboré par ce Comité et le futur député devait s'engager à le respecter. Ce programme, tel qu'il fut présenté par l'organe sioniste *El Avenir* était le suivant⁵⁹ :

— Maintien de l'autonomie intérieure des communautés religieuses et refus de toute atteinte à cette liberté d'organisation.

— Liberté complète pour les programmes des écoles communautaires, qu'il s'agisse de la langue d'enseignement ou de l'esprit général du projet éducatif, avec néanmoins le turc comme langue obligatoire et l'éducation ottomane comme base.

— Une plus grande liberté de presse, de réunion et d'association.

— Réforme des lois sur le service militaire et obtention d'un plus grand nombre de journées de congé pour les soldats juifs pendant leurs fêtes religieuses.

— Appui aux lois pour l'amélioration des conditions des travailleurs, propagation de l'instruction et multiplication des caisses de pension et de retraite.

— Défense des intérêts de la "nation" juive, et protestation, avec interpellations et motions, contre toute

injustice commise à l'encontre des Juifs dans quelque endroit du pays que ce soit.

— Formation d'un "club juif" à la Chambre pour rendre efficace le travail des députés juifs.

— Consultation de la communauté sur toute question vitale pour les Juifs : riposter sans violence aux attaques.

— Défense des droits des nationalités, lorsqu'ils ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la patrie.

Ce programme puisait, en grande partie, son contenu dans les revendications du mouvement sioniste, qui n'étaient pas nécessairement représentatives de celles de l'ensemble de la communauté juive. En outre, on y trouvait des revendications en faveur de l'amélioration de la condition des ouvriers, probablement en raison de l'influence de la *Fédération socialiste ouvrière* à Salonique, dans les milieux prolétaires. Ce programme prévoyait les retombées éventuelles de l'ottomanisme prêché par le Comité Union et Progrès sur l'organisation des communautés religieuses dans l'Empire. De même, au silence des députés juifs, à la Chambre, lors des attaques contre les sionistes (1911) ou parfois lors de propos équivoques sur les juifs, était opposée une attitude plus active, qui ne faisait pas encore partie de la "tradition" communautaire. Dans une certaine mesure, ce programme rompait avec certains réflexes de minoritaires profondément enracinés dans la communauté juive.

En fin de compte, les cinq députés juifs élus en 1912, pour l'ensemble de la population juive ottomane de l'Empire, furent les candidats du Comité Union et Progrès, dont quatre étaient des députés sortants⁶⁰.

Aux élections de 1914, le Comité se présenta comme parti unique. Ce furent des élections contrôlées. Le Comité devait choisir les candidats juifs des provinces et confier la désignation du candidat d'Istanbul à la communauté⁶¹. Selon certaines rumeurs, les Juifs s'abstiendraient de voter si on ne leur accordait pas sept sièges à la Chambre⁶². En fin de compte, l'ancien député de Salonique (qui ne faisait plus partie de l'Em-

57) Sur les échos de cette campagne, voir par exemple. *Le Jeune Turc*, Istanbul, 21, 22, 26 septembre 1912. La presse faisait état d'une harangue antijuive dans la mosquée de Sainte-Sophie. En outre, on signalait le remplacement du gouverneur de Jérusalem, connu pour sa tolérance à l'égard des Juifs, par un autre enclin à l'antisémitisme.

58) *El Avenir*, 28 janvier, 9 février 1912 ; *El Tiempo*, 5 février 1912.

59) 11 février 1912.

60) Le cinquième député était Selim Amram, représentant juif du Yémen.

61) *El Tiempo*, 9 janvier 1914.

62) *Le Moniteur oriental*, 11 mars 1914.

pire), Emmanuel Carasso, fut élu à Istanbul, Nissim Mazliah à Izmir et David Sasson à Bagdad. Il n'y avait plus que trois députés juifs à la Chambre.

D'une manière générale, la communauté juive avait manifesté au Comité Union et Progrès un soutien variable, selon les groupes d'opinion qui la composaient. Si l'appui des notables et de l'oligarchie, liés au grand rabbin, a pu être sans réserves, celui des sionistes et de la population qu'ils drainaient derrière eux, était soumis à un certain nombre de conditions. Néanmoins, il ne semble pas qu'il y eut de candidat juif se présentant sous la bannière de l'opposition.

Indépendamment de la communauté d'intérêts entre certaines classes de la communauté juive et le Comité Union et Progrès, ce dernier représentait d'abord le parti de l'ordre. En revanche, l'arrivée au pouvoir de l'opposition risquait d'entraîner le pays — et avec lui la communauté — dans une nouvelle aventure. Le grand rabbin avait ainsi exprimé toute son inquiétude, lors de la contre-révolution de 1909, en écrivant que la communauté avait échappé à un terrible massacre, et que la réaction allait d'abord s'attaquer aux Juifs⁶³.

Le rôle de son chef suprême et de l'oligarchie, dans le soutien du judaïsme ottoman au Comité Union et Progrès ne fut sans doute pas négligeable, surtout dans la capitale. Quant à la population juive, on peut se demander, à juste titre, si elle participa réellement au scrutin. Les masses juives ne manifestaient déjà pas un grand enthousiasme pour les élections de leur propre communauté ; il paraît difficile de croire qu'elles se soient passionnées pour des élections législatives. En fait, comme le reste de la politique communautaire, ces élections relevaient avant tout de tractations au sommet. Néanmoins, au lendemain de la révolution "jeune-turque", les aspirations des réformateurs juifs et celles des Unionistes n'étaient pas très éloignées, encore que la politique poursuivie par les premiers n'eût pas les mêmes implications que celle des seconds, à qui incombait la direction d'un pays.

E.B.

63) *AAIU*, Turquie XXX. E., H. Nahum à J. Bigart, 17 mai 1909.